



Communiqué de presse

- L'occupation de l'agence Pôle emploi 78 boulevard Ney à Paris -

Les associations de chômeurs AC!, APEIS, CGT chômeurs et MNCP, soutenues par les syndicats et organisations Sud-emploi, Snu/Fsu, JOC..., ont occupé l'agence Pôle emploi, 78 boulevard Ney (Paris), vendredi 29 juin 2018 à 10 heures. Il s'agissait de protester, entre autres, contre la multiplication par trois des contrôles et des sanctions ainsi que le vote de la loi Pénicaud, remplaçant l'assurance-chômage actuelle par un système non-assurantiel d'aides sociales. Celles-ci seront soumises aux aléas de décrets décidés en tout arbitraire par le gouvernement.



Une fois au sein de l'agence, différentes prises de paroles ont permis de rappeler que les chômeurs ont besoin d'un véritable accompagnement, et non de contrôles, que cet accompagnement risque d'être d'emblée mis à mal par la suppression prévue de 4000 postes d'agents de Pôle emploi. Les associations et syndicats ont mis en garde également les chômeurs qui se trouvaient dans l'agence contre la précarisation croissante de l'emploi, à

laquelle une offre raisonnable aux contours flous et aux modalités indéterminées ne pourra réellement palier. Tous se sont inquiétés, associations de chômeurs, syndicats et organisations, de la « casse annoncée » du service public de l'emploi, dégradant toujours un peu plus la qualité d'accueil et d'accompagnement des chômeurs et précaires ; et les isolant chaque jour davantage en les renvoyant également à leur individualité.

Si cette occupation s'est faite dans un calme relatif, où les droits individuels et collectifs des personnes ont pu être rappelés, en alertant également les chômeurs sur la dégradation de leurs droits, de la surprise, de l'incompréhension, voire de l'hostilité – chez une personne – s'est lue sur les visages des chômeurs et précaires présents. Ces réactions ont alors été l'occasion d'explications individuelles, à la fois de faire prendre conscience du bien-fondé de notre démarche, mais également de la pertinence d'une union collective afin de défendre et faire respecter au mieux les droits des chômeurs et précaires.

La première réaction du directeur d'agence à été de demander l'évacuation aux policiers également présents, puis il s'est employé, par une tentative assez maladroite mais bien réelle, à monter les chômeurs présents contre les organisations qui les représentent et les soutiennent, en prétextant de l'occupation pour fermer le service. *In fine* son attitude s'est soldée par l'évacuation des chômeurs et précaires, et également des agents Pôle emploi. Manière habile, somme toute, de faire croire aux

chômeurs que si leur situation ne pouvait pas être réglée ce jour-là, la responsabilité en incombait aux associations de chômeurs, syndicats et organisations qui perturbent le bon déroulement de la matinée. Ferions-nous perdre leur temps aux chômeurs ? Certainement pas. Si les chômeurs sont pris dans leurs préoccupations quotidiennes, soumis à des pressions récurrentes, des manipulations de toutes sortes, bien difficile alors s'avère leur prise de conscience collective d'une préservation, même a minima, de leurs droits ; d'où la nécessité de cette occupation, dans le but aussi de libérer la parole, et donc non en pure perte.



Après d'autres prises de paroles, les associations de chômeurs, les syndicats et organisations, et aussi considérant que l'entre-soi n'avait pas de sens réel, sont enfin, après une heure d'occupation, sorties de l'agence du boulevard Ney de Pôle emploi. Est-il utile de rappeler que cette agence aménage tout un étage dévolu au contrôle ? Toute une équipe de contrôleurs y est attendue. A leur charge ensuite de contrôler les chômeurs !

Paris, le 3 juillet 2018

Contacts presse :

Malika Zédiri (APEIS) : 06.18.56.26.05 | Claire Pauchet (MNCP) : 06.16.99.69.57

SOUTIENS : SNU POLE EMPLOI FSU, SUD EMPLOI, FSU IDF, ECONOMISTES ATTERRES, SOLIDAIRES, CNT, JOC, REPUBLIQUE ET SOCIALISME, GDS, FEMMES EGALITES, CGT, CGT POLE EMPLOI, CGT CHOMEURS, SYNDICAT ASSO, ATTAC, DAL, FEMMES CONTRE LES PRECARITES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, PCOF, PG, FI, PCF, ENSEMBLE, STOP-PRECARITE.